



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER  
DES FORCES ARMÉES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)  
n°2026-010**

**PRESTATION DE MÉDECINE DE PRÉVENTION AU PROFIT DU PERSONNEL CIVIL DES FORCES  
ARMÉES EN NOUVELLE-CALÉDONIE (FANC), HORS PERSONNEL DE RECRUTEMENT LOCAL ET  
DU PERSONNEL CIVIL DU RÉGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTE (RSMA)**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES .....</b>	<b>3</b>
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Documents de référence.....	3
<b>ARTICLE 2. NATURE DE LA PRESTATION .....</b>	<b>3</b>
2.1. Localisation et horaires des examens.....	3
2.2. Description des caractéristiques principales de la prestation.....	3
2.3. Rôle des entités administratives .....	3
<b>ARTICLE 3. MODALITES D'EXERCICE DE LA MEDECINE DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
3.1. Effectifs .....	4
3.2. Nomination des médecins .....	4
3.3. Exercice de l'activité du médecin du travail .....	4
3.3.1. Organisation de la médecine de prévention .....	4
3.3.2. Vacations du médecin du travail .....	5
3.3.3. Surveillance individuelle de l'état de santé des agents (cf. annexe 3 du présent CCTP).....	5
3.3.4. Action en milieu de travail .....	6
3.4. Activités administratives .....	6

**TERMINOLOGIE**

<b>SIGLE</b>	<b>DEFINITION</b>
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
DIASS NC	Direction interarmées du Service de Santé en Nouvelle-Calédonie
DCSSA	Direction Centrale du Service de Santé des Armées
FANC	Forces Armées en Nouvelle-Calédonie
CGA	Contrôle Général des Armées
BRHPC	Bureau Ressources Humaines des Personnels Civils
CIP FANC / RSMA	Coordonnateur Interarmées à la Prévention pour les Forces Armées en Nouvelle-Calédonie et le Régiment du Service Militaire Adapté

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES

### 1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestation de médecine de prévention au profit du personnel civil des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC), hors personnel de recrutement local et du personnel civil du régiment du service militaire adapté (RSMA).

Les personnels des FANC bénéficient de l'ensemble des dispositions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de médecine de prévention et notamment ceux définis comme documents de référence au paragraphe 1.2.

Les textes spécifiques au ministère des armées non accessibles sur LEGIFRANCE seront transmis directement au médecin du travail désigné sous format électronique par la DIASS NC.

### 1.2. Documents de référence

Les documents de référence sont les suivants :

- **Code de travail** de la République française ;
- **Code de la santé publique** de la République française ;
- **Décret n°2012-422 du 29 mars 2012** modifié relatif à la santé et à la sécurité au travail au ministère des armées ;
- **Décret n°2020-647 du 27 mai 2020** relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique de l'État ;
- **Arrêté du 9 août 2012** modifié fixant les modalités particulières d'organisation de la prévention des risques professionnels au ministère des armées ;
- **Arrêté du 4 décembre 2020** modifié fixant les modalités de nomination des médecins de prévention ainsi que l'organisation et les conditions de fonctionnement du service de médecine de prévention organisé au profit du personnel civil du ministère de la défense ;

## ARTICLE 2. NATURE DE LA PRESTATION

### 2.1. Localisation et horaires des examens

Les visites médicales sont réalisées dans les locaux du titulaire qui doivent se situer dans la zone géographique du grand Nouméa.

Les horaires de consultations sont les suivants :

- du lundi au jeudi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ;
- le vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 ;

### 2.2. Description des caractéristiques principales de la prestation

L'action du titulaire consiste en un concours apporté à l'exercice de la médecine de prévention au profit des seuls personnels civils employés dans les organismes du ministère des armées, listés à titre indicatif et non exhaustif en annexe 1 du présent CCTP.

Les prestations fournies se limitent aux actes que le médecin qualifié en médecine du travail titulaire et les personnels placés sous son autorité, tels que définis à l'arrêté cité en 6<sup>ème</sup> référence, doit effectuer au bénéfice des personnels civils employés par les organismes dont il a la charge.

Les prestations du médecin du travail sont définies par voie réglementaire (cf. documents de référence) ; elles sont complétées, si nécessaire, par les directives complémentaires données par la DCSSA via la DIASS NC.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviennent effectives en cours d'exécution du marché.

Ces prestations de service externes s'exercent indépendamment des règles statutaires régissant l'organisation du titulaire.

### 2.3. Rôle des entités administratives

La DIASS NC ou les organismes employeurs des personnels civils n'ont pas la qualité d'adhérents au conseil d'administration gestionnaire du titulaire.



La DIASS NC est en charge de la coordination sur un secteur géographique donné ainsi que de la mise à disposition des textes spécifiques au ministère des armées et relatifs à la santé et à la sécurité au travail.

Les coordonnées du conseiller régional en médecine de prévention sont mentionnées en annexe 2 du présent CCTP.

Les organismes bénéficiaires prennent toutes les mesures utiles pour que le secret professionnel soit respecté.

Au cours de son exercice, le médecin du travail peut bénéficier des conseils de la DIASS NC qui elle-même peut requérir les conseils et l'expertise du médecin coordonnateur national.

La DIASS NC est chargée de veiller à la bonne organisation et au bon fonctionnement de la médecine de prévention. A cette fin, elle peut diligenter toute mesure de contrôle nécessaire à la bonne exécution des prestations.

Le coordonnateur national est chargé d'exploiter les rapports annuels d'activité de l'ensemble des médecins de prévention.

Par ailleurs, en matière de réglementation, l'ensemble des organismes des Armées relève des services compétents suivants :

- du CGA, inspection du travail dans les Armées pour ce qui concerne le contrôle de l'application de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité du travail, à la médecine de prévention et à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- de la DCSSA, pour ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de la médecine de prévention au sein du ministère des armées.

### **ARTICLE 3. MODALITES D'EXERCICE DE LA MEDECINE DE PREVENTION**

#### **3.1. Effectifs**

L'effectif total à visiter est récapitulé dans l'annexe 1 du présent CCTP. Cet effectif n'est qu'une indication et en aucun cas un engagement contractuel de l'administration. Il est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse en fonction des mutations, restructurations et fermetures d'organisme.

#### **3.2. Nomination des médecins**

Le titulaire désigne nominativement un médecin attitré pouvant exercer la médecine du travail et donne ses coordonnées à la DIASS NC qui s'assure de sa qualification.

Tout changement de médecin, même temporaire, doit être immédiatement signalé à la DIASS NC.

Par ailleurs, ce médecin du travail doit être habilité par l'autorité militaire afin de permettre son libre accès aux lieux de travail.

En cas d'indisponibilité durable du médecin du travail, le titulaire assure, dans la mesure de ses possibilités, la continuité des prestations par un médecin du travail remplaçant également qualifié en médecine du travail.

#### **3.3. Exercice de l'activité du médecin du travail**

Le médecin du travail est le conseiller du chef d'organisme en matière de médecine du travail.

Le médecin du travail exerce son activité médicale en toute indépendance et est soumis dans l'exercice de ses fonctions aux dispositions du code de déontologie médicale dont il déclare avoir pris connaissance.

Le médecin du travail transmet ses avis d'aptitude et propositions au chef d'organisme auquel appartient l'agent.

##### **3.3.1. Organisation de la médecine de prévention**

Les plannings de la médecine de prévention sont établis par le titulaire du marché en tenant compte des horaires de travail des agents et horaires d'ouverture du centre d'examen du titulaire.

Ils sont adressés au bureau ressources humaines des personnels civils (BRHPC) des FANC dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché puis tous les ans avant le 15 février de l'année en cours, à l'adresse suivante : [bdd-ncl-rh-pc.cmi.fct@intradef.gouv.fr](mailto:bdd-ncl-rh-pc.cmi.fct@intradef.gouv.fr)

Les convocations aux visites périodiques sont établies par le BRHPC des FANC puis adressées :

- aux personnels convoqués ;
- au titulaire ;
- au bureau des ressources humaines de l'organisme.

L'agent doit obligatoirement se présenter à sa visite médicale.

En cas d'absence de l'agent, l'administration est tenue de prévenir le titulaire 48 heures ouvrées minimum avant la date de la visite médicale.

Passé ce délai, le titulaire est en droit de facturer ou non cette absence selon le montant prévu dans son offre. En cas de retard de l'agent, celui-ci est considéré comme absent si le retard est strictement supérieur à 30 minutes.

### **3.3.2. Vacations du médecin du travail**

Le médecin du travail assure l'ensemble de ses fonctions et peut, s'il le souhaite, se faire assister sous son autorité par le collaborateur médecin, l'interne en médecine du travail, ou l'infirmier de santé du travail, et tous spécialistes intégrés dans les équipes pluridisciplinaires du titulaire.

Il doit consacrer le temps nécessaire pour effectuer les visites médicales et les actions en milieu de travail telles que définies par la réglementation en vigueur.

### **3.3.3. Surveillance individuelle de l'état de santé des agents (cf. annexe 3 du présent CCTP)**

La surveillance individuelle de l'état de santé des agents est définie par la réglementation en vigueur.

Selon l'exposition à des dangers dans le cadre de son travail ou de l'état de santé du personnel ou à la demande de l'employeur, ce suivi est :

- un suivi individuel renforcé (SIR) ;
- des visites d'information et de prévention (VIP).

La réalisation des visites médicales comprend également :

- les visites médicales d'embauche ;
- les visites occasionnelles ;
- les visites de pré-reprise et de reprise.

La surveillance individuelle de l'état de santé des agents est réalisée avec la périodicité recommandée par la réglementation en vigueur au ministère des armées.

- a) Les visites entraînant la délivrance d'une aptitude médicale dans le cadre de la SIR sont réalisées par le médecin du travail. L'attestation d'aptitude est délivrée à l'agent, au BRHPC et au chef d'organisme ; un exemplaire est gardé dans le dossier médical.  
Le médecin du travail ne peut constater l'inaptitude médicale de l'agent à son poste de travail qu'à la condition de respecter l'ensemble des dispositions réglementaires telles que définies à l'article 29 de l'arrêté de 6<sup>ème</sup> référence.  
L'interne ou l'infirmier de santé au travail peut réaliser, sous le contrôle du médecin du travail, les visites intermédiaires du SIR ou VIP. A cette occasion, la visite donne lieu à la délivrance d'une attestation de suivi qui ne comporte aucune mention relative à l'aptitude ou l'inaptitude médicale de l'agent. Elle est délivrée à l'agent, au BRHPC et au chef d'organisme. Un exemplaire est gardé dans le dossier médical.
- b) L'agent bénéficiant de cette VIP peut être orienté vers le médecin du travail dans le respect du protocole élaboré par ce dernier. Cette visite réalisée par le médecin peut donner lieu à la délivrance d'un certificat médical d'aptitude.  
Des examens complémentaires peuvent être prescrits au personnel civil par le médecin du travail dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Ils peuvent être réalisées dans les locaux du titulaire. Ils sont à la charge de l'administration.
- c) Les résultats des analyses et des examens spécialisés sont communiqués à l'agent concerné.



### 3.3.4. Action en milieu de travail

L'action en milieu de travail concerne notamment mais non exclusivement l'ensemble des organismes cités en annexe 1.

Cette activité de prévention en milieu de travail exercée au bénéfice collectif ou individuel des agents est définie par la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

Le médecin du travail a accès à tous les locaux des organismes visités et peut se mettre librement en relation avec tous les membres du personnel, quelles que soient leur position hiérarchique et leurs fonctions, et recevoir d'eux tous renseignements utiles à l'exécution de sa tâche.

L'accès aux périmètres protégés s'effectue conformément aux règles de sécurité en vigueur. Le médecin qui souhaite visiter les locaux doit impérativement en informer au préalable le chef d'organisme.

Le médecin du travail participe de plein droit aux instances consultatives compétentes de la formation spécialisée, compétente en matière de santé, de sécurité et de condition de travail. A ce titre, il élabore la **fiche d'établissement**, en lien avec le chargé de prévention de l'organisme et la transmet à l'organisme d'emploi demandeur.

Le médecin du travail peut être amené à effectuer des déplacements dans le cadre du présent marché. Les frais de déplacements sont pris en charge par l'administration.

### 3.4. Activités administratives

Les documents attendus par l'administration de la part du titulaire doivent être remis sous 5 jours ouvrés à compter de la date de la prestation.

Les documents à transmettre sont les suivants :

- l'attestation de suivi pour les VIP et les visites intermédiaires du SIR ;
- la fiche d'aptitude ;
- le dossier médical en santé au travail ;
- la fiche d'établissement ;
- l'attestation d'exposition ;
- le rapport annuel de médecine de prévention<sup>2</sup> ;
- tout autre document rendu nécessaire par une évolution de la réglementation.

Chaque examen médical d'aptitude d'embauche ou chaque VIP initiale donne lieu à l'ouverture d'un dossier médical en santé au travail.

Chaque visite consécutive à une affectation sur le territoire donne lieu au suivi du dossier médical en santé au travail. Dans l'hypothèse où le dossier n'aurait pas été transféré au titulaire, l'affectation sur le territoire donne lieu à l'ouverture d'un nouveau dossier médical en santé au travail.

Ce dossier retrace notamment les informations relatives à l'état de santé, les expositions auxquelles a été soumis l'agent ainsi que dans la mesure du possible, les avis du médecin du travail tout au long de sa carrière professionnelle.

Dans le respect des dispositions du code de la santé publique, les dossiers médicaux des agents sont détenus dans les locaux d'exercice du médecin du travail.

Lorsque l'agent quitte les FANC (mutation hors Nouvelle-Calédonie, retraite, démission, etc...), son dossier est adressé sous pli confidentiel médical au secrétariat de la DIASS NC.

Le médecin du travail ou le titulaire signataire du marché s'interdisent d'effectuer toutes interprétations, divulgations ou exploitations des renseignements qu'ils seraient amenés à connaître.

<sup>1</sup> Au 24 août 2021, la référence réglementaire est : § 10, 11 et 12 de l'arrêté en 5ème référence.

<sup>2</sup> Le médecin du travail rédige le rapport annuel de médecine de prévention selon le modèle fixé par le coordonnateur national de la médecine de prévention et transmis par la DIASS NC.

Il sera remis à la DIASS NC dans les délais fixés par cette dernière, pour transmission au coordonnateur national.

Les rapports d'activité que ce même médecin doit communiquer à son organisme de gestion ne peuvent comporter que des éléments statistiques généraux à l'exclusion de toutes informations relatives à l'organisation et au fonctionnement des organismes visités. Ce rapport sera adressé à la DIASS NC avant le 1er mars de chaque année.





## ANNEXE 1 du CCTP

### EFFECTIFS

ORGANISMES	Suivi Individuel Renforcé	Visite d'Information et de Prévention	TOTAUX
Commandement supérieur des FANC (COMSUP) et Etat-major interarmées (EMIA)	1	16	17
Direction interarmées du commissariat d'outre-mer et groupement de Soutien commissariat Nouvelle-Calédonie (DICOM-GSC NC)	28	55	83
Direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)	3	41	44
Direction interarmées du service de santé en Nouvelle-Calédonie (DIASS NC)	0	3	3
Autorité de maintenance des matériels terrestres en Nouvelle-Calédonie (AMAIN)	0	1	1
Détachement de liaison du service interarmées des munitions auprès des FANC et FAPT (DL SIMU)	2	0	2
Détachement du service de l'énergie opérationnelle auprès des FANC (DETSEO)	2	0	2
Antenne du service de soutien de la flotte en Nouvelle-Calédonie (SSF NC)	0	6	6
Direction d'appui au numérique zonale NC (DANZ)	0	7	7
Régiment d'infanterie de marine du Pacifique en Nouvelle Calédonie (RIMAP NC)	2	9	11
Base aérienne 186 (BA 186)	0	2	2
Base navale Nouméa (BNN)	2	5	7
Centre du service national et de la jeunesse en Nouvelle-Calédonie (CSNJ NC)	1	6	7
Centre d'action sociale d'outre-mer en Nouvelle-Calédonie (CASOM NC)	1	5	6
Régiment du service militaire adapté de Nouvelle-Calédonie (RSMA-NC)	0	2	2
<b>TOTAUX</b>	<b>42</b>	<b>158</b>	<b>200</b>

Le nombre d'agents indiqué dans ce tableau est ferme pour la période allant de la date de notification au 31/12 de l'année N.

Ce nombre est actualisé au 31/12 de chaque année pour l'année suivante par le BRHPC FANC.



**ANNEXE 2 du CCTP**

**CONTACTS**

Services	Interlocuteur	Adresse
<b>Section Exécution Financière des Marchés</b>  <i>Pour le suivi des finances</i>	DICOM NC  Madame TEPA Belinda  <a href="mailto:belinda.tepa@intradef.gouv.fr">belinda.tepa@intradef.gouv.fr</a>	Quartier Gally-Passebosc  BP 38 98843 NOUMEA CEDEX
<b>Conseiller régional en médecine de prévention</b>	Directeur interarmées du service de santé en Nouvelle-Calédonie  +687 29 22 58  MC BEAUVIR Jean-Christophe  <a href="mailto:jean-christophe.beauvir@intradef.gouv.fr">jean-christophe.beauvir@intradef.gouv.fr</a>	DIASS NC  Pointe de l'Artillerie BP 38 98843 NOUMEA CEDEX
<b>Coordonnateur national de la médecine de prévention</b>	Expert technique en médecine du travail  01 79 86 57 36	DCSSA  60 boulevard du général Martial Valin,  CS 21623  75509 Paris Cedex 15
<b>Coordonnateur interarmées de prévention pour les forces armées en Nouvelle- Calédonie (FANC) et le régiment du service militaire adapté (RSMA)</b>	Frédéric BAILLEUL  <a href="mailto:Frederic.bailleul@intradef.gouv.fr">Frederic.bailleul@intradef.gouv.fr</a>	EMIA COMSUP FANC  BP 38  98843 NOUMEA CEDEX





## ANNEXE 3 du CCTP



